



e-ISSN: 2319-8753 | p-ISSN: 2347-6710

IJRSET

International Journal of Innovative Research in
SCIENCE | ENGINEERING | TECHNOLOGY

INTERNATIONAL JOURNAL OF INNOVATIVE RESEARCH

IN SCIENCE | ENGINEERING | TECHNOLOGY

Volume 10, Issue 11, November 2021

ISSN INTERNATIONAL
STANDARD
SERIAL
NUMBER
INDIA

Impact Factor: 7.569

9940 572 462

6381 907 438

ijrset@gmail.com

www.ijrset.com



Non-Governmental Organizations put to the test of the reconstruction process in Casamance (Senegal)

Les Organisations Non Gouvernementales à l'épreuve du processus de reconstruction en Casamance¹ (Sénégal)

Ousmane BA

Docteur en Sociologie, Enseignant-chercheur à l'Institut National Supérieur de l'Éducation Populaire et du Sport (INSEPS), Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

RÉSUMÉ

Cet article de recherche met l'accent sur la problématique de l'intervention des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans le processus de reconstruction en Casamance (Sénégal). En effet, elle a eu comme cadre d'étude la région de Ziguinchor. Pour ce faire, nous nous sommes basé sur une méthodologie purement qualitative assortie par des techniques de collecte de données telles que l'entretien semi-directif et l'observation scientifique. En définitive, les données obtenues ont montré que l'intervention des ONG dans la reconstruction en Casamance a un double enjeu malgré les dysfonctionnement notés sur le terrain: le règlement de la crise et l'élaboration de programmes adéquats capables de prendre en charge les populations vulnérables.

MOTS CLÉS:ONG, Reconstruction, Conflit, État, Développement.

ABSTRACT

This research article focuses on the issue of the intervention of Non-Governmental Organizations (NGOs) in the reconstruction process in Casamance (Senegal). Indeed, it had as a framework of study the region of Ziguinchor. To do this, we relied on a qualitative methodology combined with data collection techniques such as semi-structured interview and scientific observation. Ultimately, the data obtained showed that the intervention of NGOs in the reconstruction in Casamance has a double stakedespite the dysfunctions noted in the field: the resolution of the crisis and the development of adequate programs capable of supporting vulnerable populations.

KEYWORDS :NGO, Reconstruction, Conflict, State, Development

I. INTRODUCTION

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) occupent une place de choix dans les différentes politiques publiques des pays en voie de développement dans le monde. En effet, elles ont commencé à émerger en Europe et en Amérique avant d'étendre leurs ramifications en Asie, en Océanie, en Afrique et enfin en Amérique Latine. Ainsi, elles ont longtemps participé au processus d'assistance et à la valorisation de l'aide humanitaire et d'urgence (J.-P. Deler, Y.-A. Fauré, A. Piveteau et P.-J. Roca, 1998). En plus, il faut noter que leurs domaines d'intervention se sont évolués et variés dans le temps et dans l'espace. Car de l'humanitaire à l'urgence, on constate que les actions de ces dernières sont orientées aujourd'hui vers l'aide au développement des pays défavorisés mais surtout aussi aux victimes des conflits

¹La Casamance se trouve au Sud du Sénégal. Elle est confrontée à un conflit armé depuis le 26 décembre 1982. En effet, elle est composé au plan administratif de trois (03) régions à savoir : la Région de Ziguinchor (Basse Casamance) ; la Région de Sédhiou (Moyenne Casamance) et la Région de Kolda (Haute Casamance).



armés ou des catastrophes naturelles (K. Sané, 2007). Ceci peut-être expliqué et justifié par le fait que certains pays africains ont connu des dysfonctionnements économiques à cause de la colonisation (M. Gazibo, 2006). Par ailleurs, cette situation de catastrophes économiques arrimée par des conflits armés a incité l'émergence et la floraison d'ONG étrangères dans le continent africain de manière générale et au niveau de la partie méridionale (Casamance) du Sénégal en particulier. Toutefois, certains observateurs pensent que cette présence des ONG en Afrique est le prolongement de la domination de la puissance occidentale sous une autre forme (B. Fall, 1993). D'autres, quant à eux, estiment par contre que c'est la puissance occidentale qui veut contrôler davantage les territoires africains avec ce déploiement massif de ces ONG étrangères (T. Diakhité, 1986). Mieux encore, Ki-Zerbo (2004) pense que la lame de fond de ce problème est les séquelles du système colonial. L'autre dimension dans les raisons qui peuvent expliquer l'intervention des ONG dans le continent africain est l'existence permanente de conflits armés. C'est pourquoi Amady Aly Dieng (1995) pense que les conflits armés notés en Afrique sont dus non seulement aux conséquences de la problématique de la construction de l'État-nation mais surtout du repli identitaire. Justement ces conflits interethniques se sont manifestement multipliés à cause de la non prise en charge des questions socioculturelles du milieu environnant des pays en question (A. Bourgeot, 1996). En outre, l'existence de ces conflits armés en Afrique a incité en filigrane les ONG à participer activement dans le processus de médiation, de gestion, de résolution et de reconstruction des pays en situation de guerres. C'est le cas du Libéria avec l'intervention de l'ONG Inter-Faith Mediation Commission (IFMC) dans la gestion de la crise en tant que membre de la société civile (T. K. Biaya, 1999). Le Sénégal, à l'instar de plusieurs pays africains, est confronté à la partie méridionale du pays (Casamance) à une crise armée qui a des relents identitaires. En effet, cette crise même s'il se déroule en Casamance ne finit pas d'impliquer les pays environnants et frontaliers du Sénégal tels que la Guinée Bissau et la Gambie (B. Diallo, 2009). Ainsi, plusieurs justifications ont été données par des chercheurs, des experts et de spécialiste pour expliquer les facteurs de cette crise. Sur ce, on peut noter celui de Jean Claude Marut (2010) qui pense que le discours utilisé par les indépendantistes est fondé sur les conséquences de la gestion de l'administration coloniale. Au total, ce conflit a eu à impacter négativement sur l'économie et aussi à faire beaucoup de dégâts matériels et de perte de vies humaines. C'est ce qui a incité d'ailleurs les pouvoirs publics sénégalais à déclencher le « peace-building » c'est à dire la reconstruction avec l'élaboration du Programme pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (PRAESC) ayant comme conséquence l'intervention des ONG, le désarmement, la démobilisation et la Reconstruction de cette partie Sud du Sénégal. À travers cet article, nous voulons montrer les différents contours de l'intervention des ONG dans le processus de reconstruction en Casamance.

II. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Dans le cadre de cet article, la méthodologie de travail a été définie en fonction de notre objet de recherche. En effet, nous allons d'abord définir le cadre d'étude; ensuite décliner les méthodes et techniques de recherche pour enfin dégager les instruments de collecte des données. L'étude s'est déroulée en Casamance plus précisément dans la région de Ziguinchor. Il faut noter aussi que le sujet de recherche choisi est l'un des axes de la problématique de notre thèse de doctorat soutenue en 2011 à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Ici, nous avons eu à visiter un certain nombre d'ONG telles que le Catholic Relief Services (CRS), Agir autrement pour le Développement de l'Afrique (AGADA), en vue d'avoir une idée claire de leur intervention sur le terrain de la reconstruction et de la prise en charge des populations victimes du conflit casamançais. La recherche documentaire, quant à elle, est axée sur deux (02) volets essentiels à savoir: d'abord nous nous sommes principalement focalisé sur la documentation obtenue à travers notre thèse de doctorat; et accessoirement des données glanées à travers la littérature scientifique (bibliothèques, centres de recherches, etc). À ce niveau, nous avons eu à répartir les données secondaires en quatre (04) axes tels que: ONG, Conflit, Reconstruction et Développement. Pour la méthodologie, nous avons opté pour les méthodes qualitatives dont la vocation finale est de comprendre, de décrire et d'expliquer les faits ou les comportements. Car la reconstruction n'est pas fondamentalement physique comme le pensent certains acteurs de développement mais elle doit aussi prendre en compte les aspects moraux, psychologiques et surtout sociaux. C'est dans ce sens que le CRS et l'AGADA ont valorisé cet axe dans le cadre de leurs programmes d'intervention. En ce qui concerne enfin les techniques ou instruments de collecte des données, nous avons choisi l'observation et l'entretien semi-structuré. L'observation directe a été utilisée dans le cadre de ce travail dans la mesure où elle nous a permis de voir les comportements, les attitudes et les pratiques des acteurs sur le terrain de la reconstruction. De même, il nous a permis aussi de déceler les niveaux de relations de dépendance et d'interdépendance entre les différents acteurs. Enfin, les entretiens semi-structurés ont été réalisés avec une trentaine (30) d'acteurs rencontrés lors de l'enquête de terrain. Il s'agit plus précisément: des responsables d'ONG, des responsables d'associations ou d'Organisations Communautaires de Base (OCB) ayant obtenu l'aide de ces ONG, des responsables d'administration territoriale et d'observateurs du processus de paix en Casamance. Les thèmes de discussion gravitaient autour du Conflit, de l'intervention des ONG, du processus de paix et de reconstruction et du développement.



III. ÉCLAIRAGE CONCEPTUEL

Définir les principaux concepts de notre sujet de recherche revient à éclaircir en profondeur la quintessence de notre objet de recherche. Ici, nous allons définir les concepts suivants: ONG, Conflit, Développement et Reconstruction.

- Organisation Non Gouvernementale (ONG)

Le concept d'ONG est aujourd'hui appréhendé sous multiple forme car il englobe en son sein des éléments complexes et difficiles à saisir selon la littérature glanée. Pour Alain Piveteau (1998), les ONG ne sont pas seulement issues des années 60 et 70, début auquel ces dernières sont reconnues au plan international. Mais elles existaient depuis très longtemps et œuvraient déjà en faveur de groupes sociaux, de minorités opprimées et des personnes vulnérables en fournissant une aide philanthropique aux missionnaires et aux écoles pour les indiens, les esclaves et les pauvres d'Amérique du Nord. Philippe Ryfmann (1998), quant à lui, distingue trois (03) blocs d'ONG: les ONG privilégiant l'Action de Développement nées pour l'essentiel dans les années 1960, et longtemps, sinon, encore, marquée par l'idéologie tiers-mondiste; les ONG privilégiant l'Action d'Urgencenées pour l'essentiel dans les années 1970 et du début des années 1980, longtemps, sinon marquées par le Sans frontiérisme c'est-à-dire le trans-nationalisme, et dominées par des organisations d'origines médicales et enfin les ONG ayant commencé d'émerger à la fin des années 1970, avec une explosion de leur nombre durant les années 1980 et le début de la décennie 1990. De son côté, Henri Rouille D'Orfeuil spécifie, dans son ouvrage consacré à la Coopération non gouvernementale, les ONG en fonction de trois (03)critères:Les ONG qui essaient de pallier le déséquilibre né du caractère agricole des pays du Sud par des transferts Nord-Sud de capitaux, de matériel ou de personnel;Les ONG qui ne croient pas en l'universalité des valeurs, des comportements et de la technologie et qui proposent de changer le Sud en appuyant les efforts locaux;Celles qui préfèrent tisser un réseau de relations entre les acteurs du Nord et ceux du Sud pour faire évoluer au plan international. Selon Alassane Balla Thiané (1996), une ONG peut-être définie comme: « Une association non lucrative créée au terme de la loi 1901 relative au mouvement associatif en dehors de toute initiative de l'État et qui échappe à tout contrôle du gouvernement du pays dont ses membres sont ressortissants ».En ce qui nous concerne, nous définissons les ONG comme étant des structures ou organisations dont la vocation finale est d'assister, d'accompagner, d'orienter et d'encadrer les populations qui sont en situation de vulnérabilité. En Casamance,elles interviennent dans le cadre du Programme de Reconstruction et de Réhabilitation des infrastructures déclenché par les autorités du pays, suite à la longue crise que la région traverse.

- Conflit

Le conflit peut-être vu comme un déséquilibre social dans une société donnée. En effet, il se manifeste de manière sociologique sous forme de rapport de force ou de confrontation entre différents acteurs. Le conflit renferme en son sein différents sens et différentes formes. Il peut-être rattaché à la violence, à la guerre au conflit juridique dans les règles ; de la violence physique à l'antagonisme verbal, la compétition, la controverse voire la confrontation. Selon Raymond Boudon et François Bourricaud (1983) : « Un conflit est une relation antagonique entre deux ou plusieurs unités d'action dont l'une au moins tend à dominer le champ social de leurs rapports ». Cette assertion de ces deux (02) auteurs montre que le conflit semble être un rapport de force dont les moyens des protagonistes sont disproportionnés. Au sens large, on peut avoir plusieurs types de conflit : le conflit interindividuel, le conflit du travail, le conflit social au sens de l'affrontement d'un mouvement social avec les institutions, etc. Par ailleurs, le concept de conflit a été traité par plusieurs écoles sociologiques et anthropologiques comme l'école de Manchester dont la figure emblématique est sans nul doute Max Gluckman (1956).Il est plutôt appréhendé soit sous l'angle du désordre et du pathologique, soit ce qui n'est pas contradictoire ou celui du changement social. Or, il existe une autre approche plutôt interactionniste qui présente le conflit comme un élément de régulation et d'intégration sociale. En effet, on entend par régulation sociale un ensemble des mécanismes par lesquels un système social s'équilibre, gère son changement, arbitre entre les intérêts et les valeurs des différents groupes qui se manifestent en son sein. Une importante tradition sociologique et philosophique considère le conflit comme l'antithèse du social et le signe de son dysfonctionnement. À notre niveau, nous définissons le conflit comme étant un processus de déséquilibre et de dysfonctionnement et dont la finalité est de créer une déstructuration du tissu social et une désintégration des individus d'une structure ou d'une société donnée.

- Développement

Le développement est un concept qui a été défini par les chercheurs sous plusieurs angles et axes. En ce qui concerne

l'Afrique, Gabriel Gosselin (1978) trouve déjà une « Afrique désenchantée ». Pour Roger Bastide (1971), le développement est un : « Ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaires de transformation d'un milieu social, entrepris par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu et reposant sur une tentative de greffe de ressources et / ou techniques et / ou savoirs ». Jean-Marc Ela (1982), pour sa part, stipule : « Penser le développement d'un village africain par référence à un autre village, c'est instaurer une « dictature des besoins » qui ne tient nullement compte des conditions réelles du développement de base des populations locales ». Or, Mamadou Lamine Diallo (1996), quant à lui, pense que : « le Développement résulte d'une complicité active entre un État fort et des entrepreneurs privés qui réinvestissent leurs profits et soucieux d'accroître les gains de productivité. Mieux le colonialisme empêche la formation d'un État national et force le pays à s'ouvrir aux réseaux marchands extérieurs ». Par ailleurs, Gilbert Risi (2001) a émis dans son ouvrage des doutes sur les stratégies classiques du développement. Dans cet ouvrage, il fait le point sur les théories et stratégies qui depuis la fin des années « 40 » ont prétendu transformer le monde et mettre un terme à la maladie, à la misère, au conflit et à la faim dans le monde. Mais l'auteur se désole de constater que toutes ses tentatives se soient soldées par des échecs. La raison réside dans le fait que la plupart de ces modèles et l'inspiration de nos politiques de développement sont exportées et de ce fait restent inadaptés à nos réalités. C'est juste à ce titre que Joseph KIZERBO (1991), éminent historien africain et adepte du développement endogène disait : « On ne développe pas, mais on se développe et « il faut éviter de dormir sur la natte des autres ». Ceci nous incite à penser que le développement est en crise; une crise qui selon Chantal Verger (1995) ne porte plus seulement sur la méthode mais sur l'essence même, la finalité du développement. En ce qui nous concerne et en rapport avec notre objet de recherche, nous pensons que le développement peut-être défini comme étant un processus de prise en charge des besoins des populations en situation de crise.

- **Reconstruction**

Ce concept de reconstruction post-conflit semble occuper une place de choix dans la compréhension globale et approfondie de notre article. En effet, son évocation nous permet de bien cerner les tenants et les aboutissants du système de reconfiguration et de reconstruction de la Casamance. Il faut se rappeler que cette région qui se trouve être au Sud du pays est confrontée de plus de trente (30) ans de conflit armé entre le Mouvement radicale de la Casamance dénommé le Mouvement des Forces Démocratique de la Casamance (MFDC) et l'État du Sénégal. En effet, depuis l'éclatement de ce conflit le 26 décembre 1982, beaucoup de pertes humaines et de dégâts matériels ont été enregistrés dans cette partie méridionale du pays. Face à cette situation que d'aucuns qualifient de « ni paix, ni guerre », il urge de créer une situation d'accalmie et de stabilité qui puisse permettre aux acteurs de développement d'apporter leurs contributions à l'effort de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures détruites par les violences du conflit. C'est dans ce sens que des efforts considérables ont été entamés par les différents segments de la société pour amener les protagonistes à s'asseoir autour d'une table et à cesser-le-feu. Cette accalmie semble être suivie par des mesures d'accompagnement et des signatures des accords de paix entre le Gouvernement du Sénégal et le MFDC. Ainsi, c'est par rapport à ces acquis considérables que l'État a décidé depuis 2000 de lancer un vaste programme de reconstruction de la Casamance auquel sont conviés tous les acteurs de développement à savoir la Société Civile basée sous forme d'ONG, le Secteur privé et les branches techniques de l'État. On peut définir la reconstruction alors comme étant un processus d'opérationnalisation et de matérialisation des projets de développement qui interviennent après la fin d'un conflit quelconque. Autrement dit, elle doit avoir comme rôle de suivre régulièrement et immédiatement le processus de paix en essayant de refaire et de parfaire tous les ensembles qui semblent être détruits par le conflit.

IV. ANALYSE DE L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) DANS LE PROCESSUS DE RECONSTRUCTION EN CASAMANCE

Dans cette partie, il s'agit d'analyser les données obtenues lors de notre enquête de terrain. Sur ce, elles peuvent être axées sur les ONG et le peace-building en termes de Démobilisation, Désarmement, Reconstruction, Réintégration et Réconciliation (DDRRR).

- **Les ONG et la question de la reconstruction**

Il faut noter que la reconstruction a pour vocation de suivre immédiatement la fin d'une guerre et commence lorsque les hostilités cessent, généralement sous forme de cessez-le-feu ou d'accord de paix » (NEPAD, 2005). Ceci s'avère être intéressant car nous pensons que le processus de reconstruction suppose un plan de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR) bien ficelé pour permettre aux ex-combattants de s'identifier aux autres dans la vie sociale. C'est pour dire que le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement,



réintégration et réinstallation (DDRRR) constitue un outil efficace pour garantir la continuité entre la cessation des hostilités, le maintien, la consolidation de la paix et le développement durable des États.

De ce fait, on entend par « désarmement », la collecte, le contrôle et l'élimination des armes légères, munitions, explosifs, armes portatives et armes lourdes des combattants et parfois de la population civile. L'élaboration de programmes allant dans ce sens et permettant d'assurer une gestion responsable de ces armes est considérée comme faisant partie intégrante du désarmement. C'est le cas avec l'ONG CRS et l'AGADA qui disposent en leur sein des programmes qui prennent en charge cette composante.

En outre, la « démobilisation » est un processus par lequel les forces armées (du gouvernement, de l'opposition et des factions) réduisent leurs effectifs ou se dispersent complètement, dans le cadre plus général de la transition de la guerre à la paix. En général, la démobilisation implique le regroupement, le cantonnement, le désarmement, l'administration et la préparation au retour à la vie civile des anciens combattants, lesquels reçoivent diverses formes d'indemnisation et d'assistance devant faciliter leur réintégration dans la société. En Casamance, cette étape de démobilisation a toujours posé un sérieux problème entre les dissidents du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) et l'armée Sénégalaise en ce sens que les premiers nommés réclament toujours le retour de l'armée dans les casernes pour asseoir une véritable paix et des négociations sérieuses. Or, la démobilisation suppose une étape importante et adéquate pour permettre aux anciens combattants de retourner dans la vie Civile.

En ce qui concerne le « rapatriement », il est défini comme étant le processus par lequel les anciens combattants des groupes armés sont rapatriés dans leurs pays d'origine respectifs. Le plus souvent, les parties prenantes sont tenues de créer des conditions favorables au rapatriement de leurs citoyens tant militaires que civils. De ce point de vue, l'Organisation des Nations Unies (ONU), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et d'autres acteurs internationaux exercent un contrôle sur ce processus dans le cadre plus général de la transition de la guerre à la paix. Cette situation semble être délicate dans la mesure où elle constitue une étape de retour des personnes déplacées dans leurs localités d'antan. En Casamance par exemple, on a assisté à une multitude de déplacés dans les pays environnants. Mais depuis l'année 2000, qui a consisté à une situation d'accalmie, beaucoup d'entre eux sont retournés grâce aux efforts consentis par les ONG et la Société Civile.

Par ailleurs, la « réinsertion » ou « réintégration » est perçue comme étant le processus selon lequel une aide est fournie aux anciens combattants en vue de faciliter leur réinsertion économique et sociale et celle de leur famille, dans la société civile. En effet, cette aide peut inclure des indemnités en espèces ou en nature ainsi qu'une formation professionnelle et des activités rémunératrices. Par le biais de ces organismes humanitaires, l'ONU formule les modalités de l'aide à apporter aux personnes en voie de réinsertion sociale. Il faut souligner que pour le cas de la Casamance, le conflit n'a pas été internationalisé car les autorités étatiques considèrent jusqu'à présent que c'est « une affaire sénégal-sénégalaise » qu'il faut gérer en interne. C'est pourquoi, c'est quelques organismes humanitaires tels que les ONG et acteurs au développement qui opèrent depuis lors dans la zone en apportant aux populations victimes de l'aide et de l'assistance. Tout ceci pour dire que la reconstruction constitue une urgence de développement et une manière méthodique et technique d'assistance et de prise en charge des populations victimes des conflits dans le monde. Mais, en Casamance cette reconstruction est centrée aussi sur deux dimensions à savoir: le retour définitif de la paix et le processus de développement. En effet, la dimension du développement est mise au devant de la scène car le conflit a appauvri complètement la région au point qu'il a rendu les populations dans une situation de vulnérabilité totale. De ce fait, la pauvreté se propage et gagne du terrain à chaque fois que la crise s'accroît. Ceci fait penser à Penda Mbow (2005) que: « L'état de pauvreté est une situation subie ou volontaire, permanente ou temporaire, de faiblesse et d'humilité, caractérisé par la privation des moyens changeant avec les époques et la société et dépendant de la force et de la considération sociale (argent, pouvoir, influence, relation, science, ou qualification technique, honorabilité de la naissance, vigueur physique, capacités intellectuelles, liberté et dignité personnelle) ».

Partant de cette remarque, on peut dire que la pauvreté est aujourd'hui un des problèmes de la Casamance. Car, elle se compose comme une insécurité chronique et ses causes peuvent être économiques, politiques, environnementale mais aussi une mauvaise allocation des richesses et des revenus. Ce dernier point pose la problématique des inégalités c'est-à-dire l'enrichissement fort d'une minorité et l'appauvrissement d'une écrasante majorité de la population qui manque d'argent et de ressources (Dictionnaire Petit Larousse, 1993). Cette situation de pauvreté se voit en Casamance et la plupart des personnes enquêtées dispose d'un faible pouvoir d'achat car ayant perdu l'essentiel de leur bien lors de l'avènement de la crise. C'est donc dire que la pauvreté est l'état dans lequel, le revenu « est insuffisant pour satisfaire les besoins de substances » (D. Greenwald, 1984). C'est pourquoi il est possible aujourd'hui d'identifier de façon approximative les lieux où la pauvreté existe même s'il est presque impossible de mesurer précisément le degré de la pauvreté à cause de sa définition qui dépend des normes sociales, des normes de vie qui peuvent varier d'un milieu à un autre. Ceci semble être vrai dans la mesure où lors de notre descente sur le terrain on a remarqué que la pauvreté est inégalement répartie entre les communes et les villages. Car, les zones les plus touchées par le conflit sont les plus exposées à la pauvreté. D'ailleurs, ce qui justifie de loin le fait que cette dimension du développement préoccupe



l'ensemble des acteurs qui interviennent en Casamance. Nous avons essayé de saisir dans notre analyse l'implication véritable de ces ONG et acteurs au développement par rapport ce vaste programme de reconstruction post-conflit et de développement local en Casamance.

V. CONCLUSION

En somme, ce travail de recherche nous a permis de cerner en profondeur l'intervention des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans le processus de reconstruction en Casamance. En effet, elle montre les relations et les rapports qu'entretiennent ces ONG et les populations victimes des affres du conflit ainsi que les relations avec les pouvoirs publics locaux. Ainsi, les données collectées nous montrent que l'intervention des ONG dans le processus de reconstruction est foncièrement ancrée sur le peace-building avec des composantes axées sur Démobilisation, Désarmement, Reconstruction, Réintégration et Réconciliation (DDR). Toutefois, Enfin, notre article de recherche a montré les failles et les dysfonctionnements dont les ONG font montre dans le cadre du processus de reconstruction en Casamance.

REFERENCES

- [1] PIVETEAU, Alain., 1998. « Pour une analyse économique des ONG », in *ONG et développement, société, économie, politique*, Paris, Karthala.
- [2] SANÉ, Kaoussou, 2007. « Partenariat et développement rural: intervention des ONG pour la promotion des structures de base.l'exemple de l'appui du COSP à l'association des planteurs de l'arrondissement de Diouloulou, université Gaston Berger de Saint Louis.
- [3] GAZIBO, Mamoudou., 2006. *Introduction à la politique africaine*, Canada, les presses de l'université de Montréal.
- [4] FALL, Babacar., 1993. *Le travail forcé en Afrique Occidentale française*, Paris, Karthala.
- [5] DIAKITÉ, Tidiane., 1986. *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris, Karthala.
- [6] KI-ZERBO, Joseph., 2004. *A quand l'Afrique?* Entretien avec René Holenstein, Aube, Paris.
- [7] DIENG, Amady Aly., 1995. « Question nationale et ethnie en Afrique noire: le cas du Sénégal », Dakar: CODESRIA.
- [8] BOURGEOT, André., 1996. *Les sociétés touarègues: nomadismes, identité, résistances*, Paris, Karthala.
- [9] BIAYA, Tsikala. K., 1999. *Acteurs et Médiations dans la résolution et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest*, Dakar: CODESRIA.
- [10] DIALLO, Boucounta., 2009. *La crise casamançaise; problématique et voies de solutions*, L'Harmattan-Sociétés Africaines et Dispora, Dakar, Sénégal.
- [11] MARUT, Jean Claude., 2010. *Le conflit de Casamance: ce que disent les armes*, Paris, Karthala.
- [12] DELER Jean Paul, Yves André FAURE, PIVETEAU, Alain et ROCA, Pierre Jean., 1998. *ONG et développement, société, économie, politique*, Paris, Karthala.
- [13] RYFMANN, Philippe., 1998. *Urgence et Développement: spécificité française et préfiguration d'une communauté d'ONG, in ONG et développement, société, économie, politique*, Paris, Karthala.
- [14] ROUILLE D'ORFEUIL, Henri., 1984. *Coopérer autrement: l'engagement des Organisations non gouvernementales aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan.
- [15] THIANE, Alassane Balla Moussa., 1996. *Les ONG une panacée*, Edition XAMAL, Saint-Louis.
- [16] BOUDON, Raymond et BOURRICAUD, François., 1983. *Dictionnaire Critique de sociologie : article sur« Les conflits sociaux »*, Revue Française de Sociologie, Paris.
- [17] GLUCKMAN, Max., 1956. *Custom and conflict in Africa*, Paperback-January 1.
- [18] GLOSSAIN, Gabriel., 1978. *L'Afrique désenchantée: Sociétés et stratégies de transition en Afrique tropicale*, Vol I, édition Anthropos, Paris.
- [19] BASTIDE, Roger., 1971. *Anthropologie appliquée*, Paris: Payot.
- [20] ELA, Jean-Marc., 1982. *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala.
- [21] DIALLO, Mamadou Lamine., 1996. *Les Africains sauveront-ils l'Afrique*, Karthala, Paris.
- [22] RISI, Gilbert., 2001. *Le développement historique d'une croyance occidentale*, 2^{ème} édition, Presses de Science Politique.
- [23] KI ZERBO, Joseph., 1991. *La Nette des autres ; Pour un développement endogène en Afrique*, Kartala.
- [24] VERGER, Chantal., 1995. *Pratiques du développement, l'action des chrétiens et des églises dans les pays du Sud*, Karthala.
- [25] NEPAD, 2005. *Cadre politique de reconstruction post-conflit en Afrique*, Programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité.



[26] MBOW, Penda., 2005. « L'analphabétisme, pauvreté des femmes: le cas du Sénégal ».

[27] Dictionnaire Le Petit Larousse, 1993, Paris.

[28] GREENWALD, Douglas., 1977. *Dictionnaire économique*, Paris.



**Impact Factor:
7.569**



INTERNATIONAL JOURNAL OF INNOVATIVE RESEARCH

IN SCIENCE | ENGINEERING | TECHNOLOGY

 9940 572 462  6381 907 438  ijirset@gmail.com



www.ijirset.com

Scan to save the contact details